



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 46 du 16 novembre 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 novembre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1092
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1092
CABINET DU PREFET	1092
Service interministériel de défense et de protection civile	1092
Extrait de l'arrêté n° 0074/2009/SIDPC du 13 novembre 2009 portant agrément d'organisme pour la formation aux 3 degrés du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur.....	1092
Bureau des affaires politiques.....	1092
Extrait de l'arrêté du 22 octobre 2009 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement	1092
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1092
Bureau des réglementations	1092
Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2009 portant désignation des médecins habilités à recevoir dans leur cabinet privé les candidats aux visites médicales des permis de conduire	1092
Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2009 portant composition des commissions médicales primaires pour la délivrance et le maintien du permis de conduire et de la commission médicale départementale d'appel.....	1093
Extrait de l'arrêté du 4 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la SCM OTTAVIANI-CONTI, médecine générale, 14 rue de Paris - 54440 Herserange	1094
Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance aux 7 et 9 rue de la Mortagne - 54520 Laxou	1094
Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au 3 rue de la Meuse - 54520 Laxou	1095
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	1095
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	1095
Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-009-010 du 30 octobre 2009 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Saulnes	1095
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	1098
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle	1098
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES.....	1098
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	1098
Extrait de l'arrêté du 3 novembre 2009 autorisant le retrait de la commune de Millery de la communauté de communes du Grand Valmon au 31 décembre 2009	1098
Extrait de l'arrêté du 4 novembre 2009 autorisant l'adhésion de la commune de Millery à la communauté de communes du bassin de Pompey au 1 ^{er} janvier 2010.....	1098
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	1098
Extrait de l'arrêté en date du 3 novembre 2009 autorisant la modification des articles 4 et 5 des statuts de la communauté de communes du Jarnisy	1098
Extrait de l'arrêté de nomination des délégués de l'administration de l'arrondissement de Briey pour l'année 2010 en date du 13 novembre 2009.....	1099
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1102
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG	1102
Centre de semi-liberté de Briey - Décision du 9 novembre 2009 portant délégation permanente de signature à M. MICHALIK Yves, major pénitentiaire, adjoint du chef d'établissement, pour des décisions administratives individuelles	1102
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	1104
Extrait de la délibération n° 94/09 de la COMEX de l'ARH de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à la reconnaissance d'une unité de surveillance continue pédiatrique de 13 lits au sein de l'Hôpital d'enfants du CHU de Nancy	1104
Extrait de la délibération n° 95/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à la création du Centre Lorrain d'Evaluation et de Réadaptation en Basse Vision (CLER Basse Vision)	1104
Extrait de la délibération n° 96/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à une activité d'hospitalisation de jour en soins de suite et de réadaptation sur le site de l'Institut National des Jeunes Sourds à Metz	1104
Extrait de la délibération n° 97/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à la fermeture de la chirurgie ambulatoire du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson	1105
Extrait de la délibération n° 98/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1105
Extrait de la délibération n° 99/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à une convention de mise à disposition au bénéfice du responsable préfigurateur de l'ARS	1105
Extrait de la délibération n° 100/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1105
Extrait de la délibération n° 101/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1106
Extrait de la délibération n° 102/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1106
Extrait de la délibération n° 103/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1106
Extrait de la délibération n° 104/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1106
Extrait de la délibération n° 105/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1107
Extrait de la délibération n° 106/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1107
Extrait de la délibération n° 107/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1107
Extrait de la délibération n° 108/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1108
Extrait de la délibération n° 109/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1108
Extrait de la délibération n° 110/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1108
Extrait de la délibération n° 111/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1108
Extrait de la délibération n° 112/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1109
Extrait de la délibération n° 113/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1109
Extrait de la délibération n° 114/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009	1109
Arrêté ARH n° 119 / 2009 du 30 octobre 2009 portant nomination du directeur par intérim de la maternité régionale de Nancy à compter du 1 ^{er} novembre 2009	1109
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	1110
Division d'exploitation de Metz.....	1110
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-076 en date du 3 novembre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de corniches et gardes corps de l'Ouvrage d'Art A330 040 au PR 1.243	1110
Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-077 en date du 3 novembre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux renouvellement Couche de Roulement sur A33 au PR 17.000	1111
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1112
Extrait de l'arrêté n° 1203 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement MJPM à l'association "UDAF" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009.....	1112
Extrait de l'arrêté n°1204 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement à l'association "UDM" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009	1113
Extrait de l'arrêté n° 1205 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement à l'association "AEIM" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009	1113
Extrait de l'arrêté DDASS n° 1206 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement MJAGBF à l'association "UDAF" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009.....	1114

Service inspection de la santé	1115
Extrait de l'arrêté n° 2009-1947 en date du 2 novembre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée - S.E.L.A.S. « BIO-Z » - Autorisation n° 54-24 - Autorisation n° 54-61 - Autorisation n° 57-115 - Autorisation n° 57-82.....	1115
Extrait de l'arrêté n° 2009-1948 en date du 2 novembre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale « BERNAT-HENRY » sis 12 place de la République à Thionville - Autorisation n° 57-82.....	1115
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	1116
Service agriculture, forêt, chasse.....	1116
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 520 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crevéchamps et Saint-Remimont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2940 -	1116
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 521 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saulxures-les-Vannes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2934 -	1116
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 522 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Favières - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2933 -	1116
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 523 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saulxures-les-Vannes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2930 -	1117
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 524 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grippont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2928 -	1117
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 525 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2922 -	1117
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 526 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Andilly, Minorville et Royaumeix - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2919 -	1118
Service environnement, eau, biodiversité.....	1118
Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/038 du 10 novembre 2009 instituant deux réserves de pêche sur la rivière Woigot à Mancieulles et sur le ruisseau de la Vallée à Avril et Mance	1118
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES DE MEURTHE ET MOSELLE.....	1118
Arrêté du 2 novembre 2009 portant subdélégation de signature	1118
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1119
Arrêté du 1 ^{er} octobre 2009 portant délégation de signature à M. Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental des impôts, responsable du service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson	1119
Délégation de signatures du 10 novembre 2009	1119
AVIS ET COMMUNICATIONS	1124
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1124
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	1124
Service aménagement durable, urbanisme, risques	1124
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14202 du 10 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuveville-devant-Nancy	1124
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 28292 du 10 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Maxéville	1124
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29472 du 5 novembre 2009 autorisant TECHNI CONSEIL à exécuter des travaux sur la commune de Thil	1124
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 33525 du 10 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Neuves-Maisons.....	1125
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34071 du 5 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Méréville.....	1125
CENTRE HOSPITALIER DE TOUL	1125
Avis de vacances de postes du 4 novembre 2009 dans le grade d'adjoint administratif au Centre hospitalier de Toul.....	1125
LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES	
CABINET DU PREFET	
Bureau des affaires politiques	
Circulaire du 7 septembre 2009 relative aux mesures d'accompagnement des dispositions "alcool" de la loi "Hôpital, patients, santé et territoires"	
Circulaire du 15 septembre 2009 relative à la journée nationale d'hommage aux harkis et aux autres membres des formations supplétives	
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	
Bureau des réglementations	
Circulaire du 12 octobre 2009 relative à la campagne de distillation 2009/2010	
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	
Circulaire du 31 août 2009 relative à l'enregistrement à l'état-civil et devenir des corps des enfants décédés	
Circulaire du 31 août 2009 relative à la retraite additionnelle de la fonction publique	

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Service interministériel de défense et de protection civile*

Extrait de l'arrêté n° 0074/2009/SIDPC du 13 novembre 2009 portant agrément d'organisme pour la formation aux 3 degrés du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP) des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'assistance à personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 13 novembre 2009 :

AB & CO Consulting

11 rue des écoles – 54860 HAUCOURT MOULAIN

Article 2 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Frédéric BERNARDO

Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 22 octobre 2009 attribuant une récompense pour acte de courage et de dévouement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : la médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Eric BOUKO, gardien de la paix

- M. Sullivan VAN VYVE, brigadier de police

Le 2 août 2009, le brigadier de police VAN VYVE et le gardien de la paix BOUKO ont sauvé la vie d'une femme qui s'apprêtait à se jeter dans le vide d'un appartement situé au 4^{ème} étage en la saisissant, au risque de chuter avec elle. L'intervention de ces deux fonctionnaires a été déterminante à la survie de la victime.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental de la sécurité publique et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations*

Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2009 portant désignation des médecins habilités à recevoir dans leur cabinet privé les candidats aux visites médicales des permis de conduire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 9 mars 2007 sus-visé est abrogé.

Article 2 : Les médecins dont la liste suit sont agréés pour une durée de deux ans dans le but de contrôler l'aptitude physique à la conduite automobile dans leurs cabinets :

BACCARAT

Docteur Maxime BATTAGLIA - 20 rue des Abbés Frouard

BADONVILLER

Docteur Yves KENNEL - 1 place du XXème Corps

BAYON

Docteur Dominique MALINBAUM - 1 rue Raymond Poincaré

CHANTEHEUX

Docteur Jean-Yves THOMAS - 5 avenue de Virecourt

FROUARD

Docteur Pierre JACQUOT - 15bis rue de l'Eglise

HAUCOURT-MOULAIN

Docteur Jean-Louis BLIN - 59 rue de la Libération

HEILLECOURT

Docteur Philippe MOITRY - 6 rue l'Île st Charles

JARNY

Docteur Anne CARDOT - 26 rue Gustave Lemaire

JARVILLE-la-MALGRANGE

Docteur Dominique RICHTER - 25 rue du point du jour

LIVERDUN

Docteur Jacques TARDY - 14 rue de la Gare

LONGWY

Docteur Jacques GROSCOLAS - 9 rue des Hautes-Alpes

LUNEVILLE

Docteur Jean-François BRAUN - 19, av de l'Aviation

NANCY

Docteur Christian OLDRINI - 5 rue Pershing

Docteur Francis PELT - 16 rue de la République

Docteur Fernand SEBBAN - 35 rue de Lorraine

Docteur Jean-Jacques DERLON - 31 rue de la Commanderie

Docteur Eric de ROMEMONT - 49, boulevard d'Haussonville – NANCY

Docteur Raphaël GONNELLA - 5 bis, place des Vosges - NANCY

Docteur Marc LANFRANCHI - 137 avenue du général Leclerc – NANCY

Docteur Robert MACHIN - 92, bd Jean Jaurès – NANCY

Docteur Jean-Paul MARTINET - 26 rue du pont Mouja - NANCY

Docteur Claude NICOLAS - 22, rue des Dominicains – NANCY

Docteur Luc TANNEUR - 38 rue Henri Déglin – NANCY

RICHARDMENIL Docteur François THEBAULT - 49 boulevard d'Haussonville - NANCY
 ROYAUMEIX Docteur Thierry UBERSFELD - 1bis rue du général Duroc - NANCY
 SAINT-NICOLAS-de-PORT Docteur Eliane GERARD - 7 rue des Lilas
 TOMBLAINE Docteur Emmanuelle MIDON-BRODSCHII - 11 rue saint Léon
 TOUL Docteur Gérard HENNEQUIN - 3 rue Victor Legrand
 Docteur Martine COTTONI - 26 rue de la République
 Docteur Pierre-Etienne COLLIN - 4 place de la République
 Docteur Marc LALLEMAND

VALLEROY Docteur Marc HECKLER - 48 avenue du maréchal Foch
 VANDOEUVRE-lès-NANCY Docteur Philippe LOBISOMMER - 48 rue de Laneufville
 Docteur Frédéric CARDOT - 8 rue du Beaujolais

Article 3 : Les médecins sus-nommés sont compétents pour donner un avis au préfet au titre :

- d'une candidature au permis de conduire des catégories E(B) – C – D – E(C) ou E(D)
- d'une utilisation du permis B à titre professionnel dans les conditions prévues par l'article R221-10-III du code de la route
- du renouvellement quinquennal du permis de conduire.

Article 4 : Le mandat des membres ainsi désignés est valable pour une durée de deux ans sauf pour ceux qui atteindraient la limite d'âge de 70 ans avant son expiration.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise :

- au ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer,
- aux sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL,
- à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- au président du conseil départemental de l'Ordre des médecins,
- aux inspecteurs chargés des examens du permis de conduire,
- aux médecins membres des commissions médicales primaires départementales et de la commission médicale départementale d'appel.

Nancy, le 26 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2009 portant composition des commissions médicales primaires pour la délivrance et le maintien du permis de conduire et de la commission médicale départementale d'appel

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 9 mars 2007 sus-visé est abrogé.

Article 2 : Les commissions médicales départementales primaires et d'appel des permis de conduire sont composées ainsi qu'il suit :

COMMISSIONS MEDICALES PRIMAIRES

Commission de NANCY

Docteur Anne CARDOT - 26 rue Gustave Lemaire – HEILLECOURT
 Docteur Frédéric CARDOT - 8 rue du Beaujolais – VANDOEUVRE-lès-NANCY
 Docteur Marie-France CHATEAU - 5 rue de la Source – NANCY
 Docteur Martine COTTONI - 26 rue de la République – TOMBLAINE
 Docteur Eric de ROMEMONT - 49, boulevard d'Haussonville – NANCY
 Docteur Eliane GERARD - 7 rue des Lilas – RICHARDMENIL
 Docteur Raphaël GONNELLA - 5 bis, place des Vosges – NANCY
 Docteur Gérard HENNEQUIN - 3, rue Victor Legrand – SAINT- NICOLAS-DE-PORT
 Docteur André KRENNER - 37 rue Guynemer – HEILLECOURT
 Docteur Jean-François LE CORVOISIER - 16C rue de Santifontaine – NANCY
 Docteur Jean-Paul MARTINET - 26 rue du pont Mouja – NANCY
 Docteur Claude NICOLAS - 22, rue des Dominicains – NANCY
 Docteur Luc TANNEUR - 38, rue Henri Déglin – NANCY
 Docteur Jacques TARDY - 14 rue de la Gare – JARVILLE-la-MALGRANGE
 Docteur François THEBAULT - 49 boulevard d'Haussonville – NANCY
 Docteur Thierry UBERSFELD - 1bis rue du général Duroc – NANCY

Commission de BRIEY

Docteur Jean-François BRAUN - 19, av de l'Aviation – LONGWY
 Docteur Philippe LOBISOMMER - 48, rue de Laneufville – VALLEROY
 Docteur Dominique RICHTER - 25, rue du Point du Jour – JARNY

Commission de LONGWY

Docteur Jean-François BRAUN - 19, av de l'Aviation – LONGWY
 Docteur Philippe MOITRY - 6, rue l'île Saint Charles – HAUCOURT- MOULAINE
 Docteur Christian OLDRINI - 5, rue Pershing – LONGWY-BAS

Commission de LUNEVILLE

Docteur Maxime BATTAGLIA - 20, rue des Abbés Frouard – BACCARAT
 Docteur Pierre JACQUOT - 15 bis, place de l'Eglise – CHANTEHEUX
 Docteur Yves KENNEL - 1, place du XXème Corps – BADONVILLER
 Docteur Dominique MALINBAUM - 1, rue Raymond Poincaré – BADONVILLER
 Docteur Francis PELT - 16, rue de la République – LUNEVILLE
 Docteur Fernand SEBBAN - 35, rue de Lorraine – LUNEVILLE
 Docteur Jean-Yves THOMAS - 5 avenue de Virecourt – BAYON

Commission de TOUL

Docteur Pierre-Etienne COLLIN - 4 place de la République – TOUL
 Docteur Marc LALLEMAND - 4 place de la République – TOUL
 Docteur Emmanuelle MIDON - 11, rue Saint Léon – ROYAUMEIX

COMMISSION DEPARTEMENTALE D'APPEL

Médecine générale

Docteur Xavier MOREAU - 22, rue des Tiercelins – NANCY

Cardiologie

Docteur Jean-Marie LAPORTE - 19, rue Lebrun - résidence de l'Orangerie – LUNEVILLE
 Docteur Marc PARISOT - 29, rue Carnot - BRIEY

Docteur Jean-François ROBERT - 25, bld des Riolles – PONT-A-MOUSSON

Gastro- entérologie

Docteur Jean-Pierre BRONOWICKI - service gastro-entérologie - CHU de NANCY BRABOIS

Docteur Dominique THIAUCOURT - 26, rue de la Pologne – LUNEVILLE

Neurologie

Professeur Hervé VESPIGNANI - service neurologie - CHR - hôpital St-Julien – NANCY

Ophthalmologie

Docteur Arlette HUSSON-PARIETTI - 12 bis, rue de Sarrebourg – LUNEVILLE

Docteur Jean-Claude LEPORI - 12 rue de Luxembourg – VANDOEUVRE

Docteur Joëlle RICHTER-HELIN - 23, rue du Point du Jour – JARNY

Oto-rhino-laryngologie

Docteur Jean-Louis GUYOT - 99 avenue Carnot – SAINT-MAX

Psychiatrie

Docteur Didier BEAU - centre psychothérapique de NANCY - 1 rue Archambault – LAXOU

Urologie

Docteur Jacques HUBERT - CHR (Brabois) rue du Morvan – VANDOEUVRE-lès-NANCY

Article 3 : Le mandat des membres ainsi désignés est valable pour une durée de deux ans sauf pour ceux qui atteindraient la limite d'âge de 70 ans avant son expiration.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise :

- au ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer,

- aux sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL,

- à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

- au président du conseil départemental de l'Ordre des médecins

- aux inspecteurs chargés des examens du permis de conduire

- aux médecins membres des commissions médicales primaires départementales et de la commission médicale départementale d'appel.

Nancy, le 26 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 4 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la SCM OTTAVIANI-CONTI, médecine générale, 14 rue de Paris - 54440 Herserange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : La SCM OTTAVIANI-CONTI, médecine générale – 14 rue de Paris – 54440 HERSERANGE, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance à l'entrée du cabinet médical et un autre situé vers l'accueil en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.09.0007

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme le doyen de la faculté de pharmacie de Nancy, le responsable administratif, l'informaticien ainsi que son suppléant, la personne occupant la fonction d'accueil à la loge de l'établissement ainsi que son suppléant, le responsable technique de l'établissement et son suppléant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- La SCM OTTAVIANI-CONTI, demandeur,

- au maire de HERSERANGE.

- au directeur départemental de la sécurité publique

Nancy, le 4 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du bureau des réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance aux 7 et 9 rue de la Mortagne - 54520 Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société Meurthe-et-Moselle Habitat (MMH) est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, aux N° 7 et 9 rue de la Mortagne à LAXOU (54520) en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.09.0049

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Elise LECARME-MANSION, responsable d'agence et M. Laurent DUHAUT, responsable de territoire.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Paul CRUCIANI, directeur général de MMH
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au 3 rue de la Meuse - 54520 Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société Meurthe-et-Moselle Habitat (MMH) est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, au N° 3 rue de la Meuse à LAXOU (54520) en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.09.0050

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Elise LECARME-MANSION, responsable d'agence et M. Laurent DUHAUT, responsable de territoire.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Paul CRUCIANI, directeur général de MMH
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leurs publications.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-009-010 du 30 octobre 2009 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Saulnes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La société Recylux, dont le siège social est situé CS 41 135 à 54414 Longwy cedex, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à Saulnes, lieu dit " ancien site Sertic", dans les conditions présentées dans le dossier de demande d'autorisation et définies dans le présent arrêté et dans ses annexes I et II.

Article 2 : Seuls les déchets suivants, figurant dans le dossier de demande et dans l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006, peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Code article R 541-8 du code de l'environnement	Description	Restrictions
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 02 02	Verre	
	17 05 04	Terres et pierres	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable

Article 3° : Aucun déchet contenant de l'amiante ne peut être enfoui dans cette installation.

Article 4 : L'exploitation est autorisée pour une durée de trois (3) ans à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à : 60 000 tonnes,

Article 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

- Moyenne : 20 000 tonnes
- Maximale : 30 000 tonnes

Article 6 : L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

Article 7 : L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types ou natures et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

Article 8° : La remise en état comprendra la création d'une mare conformément à l'avis du directeur régional de l'environnement en date du 2 juillet 2009 annexé au présent arrêté.

Article 9 : - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux présenté devant le tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est fixé à :

* 2 mois par le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision.

* 2 mois par les tiers à compter de l'achèvement des formalités de publicité prévue à l'article 10 ci-dessous.

Article 10 : Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- à M. le directeur de la société Recylux,
- à MM. les maires des communes de Haucourt-Moulaine, Herserange, Hussigny-Godbrange, Longlaville et Saulnes,
- à M. le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy,
- à M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- à M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- à M. le directeur régional de l'environnement,
- à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Saulnes. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 11 : La décision implicite de rejet pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Saulnes par la société Recylux née à compter du 28 août 2009 est abrogée.

Article 12 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et M. le maire de Saulnes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général : François MALHANCHE

ANNEXE I

I - Dispositions générales

1. Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

II - Règles d'exploitation du site

2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

2.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

2.4 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter d'altérer les qualités paysagères du site (peinture, clôtures, merlons, plantations, engazonnement,...), notamment par rapport aux perceptions visuelles depuis les habitations et les axes de circulation.

2.5. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.6. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

2.7. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

2.8. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

2.9. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage. (Référence : article R 541-74 du code de l'environnement)

III - Conditions d'admission des déchets

3.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques »

3.2. Déchets interdits

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit. (Référence : article R 541-81 1 du code de l'environnement)

3.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontalier de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement n° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régala des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

IV - Remise en état du site en fin d'exploitation

4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

4.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

4.3. Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500^{ème} qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation, etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

V - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (1)

SANS OBJET

(1) *Uniquement dans le cas d'un stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.*

ANNEXE II

Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4000

* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2° Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30000**
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

** Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 9 novembre 2009, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL Vildis, en qualité de future propriétaire de l'hypermarché et de la galerie marchande, et la SARL Cantebonne en qualité de promoteur des moyennes et grandes surfaces spécialisées, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un ensemble commercial à Villerupt de 11 700 m² de vente comprenant :

- un hypermarché à l enseigne E.LECLERC de 4000 m² et une galerie marchande de 500 m²
- un magasin de bricolage de 5200 m²
- un magasin d'équipement de la personne de 1000 m²
- un magasin d'équipement de la maison de 1000 m²

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Villerupt.

Avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 13 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
J. SABLAYROLLES

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 3 novembre 2009 autorisant le retrait de la commune de Millery de la communauté de communes du Grand Valmon au 31 décembre 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le retrait de la commune de Millery de la communauté de communes du Grand Valmon est autorisé.

Article 2 : Ce retrait est effectif au 31 décembre 2009.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Valmon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 4 novembre 2009 autorisant l'adhésion de la commune de Millery à la communauté de communes du bassin de Pompey au 1^{er} janvier 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant, qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-18 et L5211-5-1 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de Millery à la communauté de communes du bassin de Pompey est autorisée.

Cette adhésion est effective au 1^{er} janvier 2010.

Article 2 : Les statuts de la communauté de communes sont modifiés en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une parution au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 3 novembre 2009 autorisant la modification des articles 4 et 5 des statuts de la communauté de communes du Jarnisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : La modification des articles 4 et 5 des statuts de la communauté de communes du Jarnisy est autorisée comme suit :

« Article 4 : Le siège de la communauté est fixé à l'espace Gilbert Schwartz 5, rue Clément Humbert à Jarny (54800). »

« Article 5 : La communauté est administrée par un conseil de communauté constitué de membres délégués des communes élus par les conseils municipaux parmi leurs membres.

La représentation des communes au sein du conseil de communauté, basée sur le critère démographique autorisé par arrêté préfectoral du 3 août 2005, est fixée comme suit :

ABBEVILLE-LES-CONFLANS	2 représentants
AFFLEVILLE	1 représentant
ALLAMONT	1 représentant
BECHAMPS	1 représentant
BONCOURT	1 représentant
BRAINVILLE	1 représentant
BRUVILLE	1 représentant
CONFLANS-EN-JARNISY	6 représentants
DONCOURT-LES-CONFLANS	3 représentants
FLEVILLE-LIXIERES	1 représentant
FRIAUVILLE	2 représentants
GIRAUMONT	3 représentants
GONDRECOURT-AIX	1 représentant
JARNY	20 représentants
JEANDELIZE	2 représentants
LABRY	4 représentants
MOUAVILLE	1 représentant
NORROY-LE-SEC	2 représentants
OLLEY	1 représentant
OZERAILLES	1 représentant
PUXE	1 représentant
SAINT-MARCEL	1 représentant
THUMERIVILLE	1 représentant
VILLE-SUR-YRON	2 représentants
TOTAL	60 représentants

Toutes les communes représentées par un seul délégué communautaire doivent désigner un délégué suppléant.

Les délégués des communes rendent compte de l'activité de la communauté de communes du Jarnisy à leurs conseils municipaux respectifs selon les dispositions prévues par l'article L 5211-39 du CGCT ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brier et le président de la communauté de communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Brier, le 3 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,

Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté de nomination des délégués de l'administration de l'arrondissement de Brier pour l'année 2010 en date du 13 novembre 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les personnes dont les noms suivent sont désignées pour siéger en qualité de délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2010 :

Communes	Délégués à l'établissement de la liste par bureau de vote	Délégués à la commission chargée de l'établissement de la liste générale
ABBEVILLE LES CONFLANS	ANCEL Francine	SAVOYANT Daniel
AFFLEVILLE	CLAUS Roger	
ALLAMONT 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	SAVOYANT Daniel ROUILLION Jean-Paul	
ALLONDRELLE LA MALMAISON 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	LE DOYEN Jean-Pierre BOLTZ Stéphane	MARIEMBERG Ginette
ANDERNY	BURLEREAUX Jérôme	
ANOUX	OULAIDI Christiane	FABBRI Arlette
AUBOUE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau	FABBRI Arlette JOLAS Jeannine CHECHETTO Michel	
AUDUN LE ROMAN 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	BALDO Eric BALDO Eric	
AVILLERS	DELL Danièle	
AVRIL	BALDO Martine	BALDO Eric
LES BAROCHES 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	ZAVATTIERO Annick GITZINGER Huguette	
BASLIEUX		

1 ^{er} bureau	HIPPERT Yves	HIPPERT Yves
2 ^{ème} bureau	DELHOTAL Francine	
BATILLY	PEZZOTTA Catherine	
BAZAILLES	DUCHEZ Jean-Michel	DUCHEZ Jean-Michel
BECHAMPS	CHARY Jean-Michel	
BETTAINVILLERS	WASMER Marie-France	
BEUVEILLE	GUILLIN Michèle	
BEUVILLERS	BODSON Géraldine	
BOISMONT	SCACCAGLIA Adelmo	
BONCOURT	FINET Marie-José	
BRAINVILLE	COZE Mireille	
BREHAIN LA VILLE	CASEL Alain	CASEL Alain
BRIEY		
1 ^{er} bureau	RESELLI Eddie	
2 ^{ème} bureau	PIECZAK Henri	DIETSCH François
3 ^{ème} bureau	KOWALEWSKI Danièle	
4 ^{ème} bureau	MARCHI Jean	
BRUVILLE	GUILLEMART Lydie	
CHAMBLEY BUSSIERES	MORLAIN Lise	
CHARENCEY VEZIN	GOBERT Guy	
CHENIERES	PIERRET Bernadette	
COLMEY	LEMBERT Michaël	
CONFLANS EN JARNISY		
1 ^{er} bureau	BOUCHON Philippe	BOUCHON Philippe
2 ^{ème} bureau	BILLON Christiane	
CONS LA GRANDVILLE	REMER Laurence	
COSNES ET ROMAIN		
1 ^{er} bureau	MABILLE Michèle	STEUER Marie-Thérèse
2 ^{ème} bureau	BERNETIERE Bernadette	
3 ^{ème} bureau	MATHIEU Lucienne	
CRUSNES		
1 ^{er} bureau	GRISSELIN Rosine	MAURICE Michel
2 ^{ème} bureau	MASO Charlotte	
CUTRY	DAMERVILLE Noëlle	
DAMPVITOUX	GUERARD Madeleine	
DOMPRIX	RENAUDIN Denis	
DONCOURT LES CONFLANS	WEINS Sandra	
DONCOURT LES LONGUYON		
1 ^{er} bureau	RAMENATTE Dany	BLICHARZ Serge
2 ^{ème} bureau	BEAUFORT Angelina	
EPIEZ SUR CHIERS	LALLEMANT Isabelle	
ERROUVILLE	BECKER Daniel	
FILLIERES	BERNARD Guy	
FLEVILLE LIXIERES	HENRYON Gérard	
FRESNOIS LA MONTAGNE	DEJARDIN Christian	
FRIAUVILLE	HENRIOT Yves	
GIRAUMONT	FOINONT Marcel	
GONDRECOURT AIX	DONNEN Olivier	
GORCY	SARZI Patricia	
GRAND FAILLY		
1 ^{er} bureau	LAMINETTE Michel	CAROSI Myriam
2 ^{ème} bureau	VARINOT Dominique	
HAGEVILLE	DELSOL Elisabeth	
HAN DEVANT PIERREPONT	LEFEBVRE Gilles	
HANNONVILLE SUZEMONT	HOCQUET Eimear	
HATRIZE	PETROVIC Jeannine	
HAUCOURT MOULAIN		
1 ^{er} bureau	L'HOTEL Gisèle	PIGNOT Gilbert
2 ^{ème} bureau	PIGNOT Gilbert	
3 ^{ème} bureau	GREGOIRE Jacques	
HERSERANGE		
1 ^{er} bureau	HOUVAIN Josette	HOUVAIN Josette
2 ^{ème} bureau	NERONE Michel	
3 ^{ème} bureau	MOITRY Jeanne	
HOME COURT		
1 ^{er} bureau	HANEN Dominique	HANEN Dominique
2 ^{ème} bureau	STEFINI Bruno	
3 ^{ème} bureau	JAMAIN Sylvain	
4 ^{ème} bureau	BABBI Giacomo	
HUSSIGNY GODBRANGE		
1 ^{er} bureau	RONCONI Daniel	BOURGON Guy
2 ^{ème} bureau	VICENZI Yvon	
JARNY		
1 ^{er} bureau	SCHOLER Renée	SCHOLER Renée
2 ^{ème} bureau	MANN Sylvie	
3 ^{ème} bureau	CHEBRE Serge	
4 ^{ème} bureau	LEMOINE Josiane	
5 ^{ème} bureau	PILLOT Michel	
6 ^{ème} bureau	ANDRE Jean-Marie	
7 ^{ème} bureau	PETERLINI Françoise	

JEANDELIZE	COSSON Jeannette	
JOEUF		
1 ^{er} bureau	VAN WEERSTH Jean-Claude	KOZLOWSKI Edouard
2 ^{ème} bureau	CONGNARD Fabienne	
3 ^{ème} bureau	FISCHER Michel	
4 ^{ème} bureau	BAGGIO Lydie	
5 ^{ème} bureau	BERTON Lorella	
6 ^{ème} bureau	MASSENET Gérard	
JOPPECOURT	HENQUINET Maurice	
JOUAVILLE	VOGEL Pierre	
JOUDREVILLE	BONATO Dominique	
LABRY	CHAUMONT Françoise	
LAIX	PETIT Daniel	
LANDRES	LARICI Noëlle	
LANTEFONTAINE		
1 ^{er} bureau	MASSEROLI Laurence	TOMMASI Francis
2 ^{ème} bureau	TOMMASI François	
LEXY		
1 ^{er} bureau	MULDER Bernard	STEGER Lucien
2 ^{ème} bureau	BRESSAN Sylviane	
3 ^{ème} bureau	LIGI Alban	
4 ^{ème} bureau	HABERT Bernard	
LONGLAVILLE	MELONI Christine	
LONGUYON		
1 ^{er} bureau	TROGNON Raymond	GALANTINI Bernard
2 ^{ème} bureau	TROGNON Raymond	
3 ^{ème} bureau	BURTEAUX Michaël	
4 ^{ème} bureau	GERSON Roger	
LONGWY		
1 ^{er} bureau	LEJEUNE Delphine	CARETTE Roger
2 ^{ème} bureau	CORTESI Michel	
3 ^{ème} bureau	POMPILIANI Serge	
4 ^{ème} bureau	HAMOIR Jean-Claude	
5 ^{ème} bureau	MICHELETTO Claude	
6 ^{ème} bureau	PROISY Patrick	
7 ^{ème} bureau	RAULIN André	
8 ^{ème} bureau	ETIENNE René	
9 ^{ème} bureau	CARETTE Roger	
10 ^{ème} bureau	JASNIEWICZ Edouard	
11 ^{ème} bureau	PEREIRA Claude	
LUBEY	MARTZ Gérard	
MAIRY MAINVILLE		
1 ^{er} bureau	FOGLIAZZA Sylvie	FOGLIAZZA Sylvie
2 ^{ème} bureau	COMETTI Marcel	
MALAVILLERS	DOYEN Jean	
MANCE	AUDOINE Daniel	
MANCIEULLES	WARIN Patrick	
MARS LA TOUR	MARTIGNON Régine	
MERCY LE BAS	BERTRAND Marie-Thérèse	
MERCY LE HAUT	OLLINGER Annick	
MEXY		
1 ^{er} bureau	TODESCHINI Mario	TODESCHINI Mario
2 ^{ème} bureau	CHEZEAU Claude	
MOINEVILLE		
1 ^{er} bureau	LOVATO-BOUR Raymonde	LOVATO-BOUR Raymonde
2 ^{ème} bureau	ZAWADSKI Patrick	
MONT BONVILLERS	BUNAR Christian	
MONTIGNY SUR CHIERS		
1 ^{er} bureau	BAUDRY Camille	SCHWARTZ André
2 ^{ème} bureau	SAINT VANNE Jacqueline	
MONT SAINT MARTIN		
1 ^{er} bureau	HENROT Claude	RICHARD Michel
2 ^{ème} bureau	JORET Christiane	
3 ^{ème} bureau	BOUILLE André	
4 ^{ème} bureau	PIERROT Gabriel	
5 ^{ème} bureau	HENRY Geneviève	
6 ^{ème} bureau	LOT Patrick	
MORFONTAINE		
1 ^{er} bureau	LAHURE René	PLUVINET José
2 ^{ème} bureau	VIELLE Léandre	
MOUAVILLE	SPRUNCK Valérie	
MOUTIERS		
1 ^{er} bureau	LEMONNIER Bruno	LEMONNIER Bruno
2 ^{ème} bureau	LEMONNIER Bruno	
MURVILLE	RIANI Jean-Claude	
NORROY LE SEC	DUPUIS Olivier	
OLLEY	HEITZMANN Claudine	
ONVILLE	FULLANA Fabienne	
OTHE	MICHEL Bernadette	
OZERAILLES	BOULANGER Daniel	

PETIT FAILLY	HAUTECOUVERTURE Italia	
PIENNES	CELLANA René	
PIERREPONT	DEGLIN Christian	
PREUTIN HIGNY	RATIVET Régine	
PUXE	GOEURLOT Ghislain	
PUXIEUX	DUCHENE Jérôme	
REHON		
1 ^{er} bureau	BASTIEN Roger	BASTIEN Roger
2 ^{ème} bureau	RICHY Michel	
3 ^{ème} bureau	DANLOY Jean-Paul	
4 ^{ème} bureau	MADOTTO Jean-Marie	
SAINT AIL	ARCHEN Anne	
SAINT JEAN LES LONGUYON	CRUCIFIX Jean-Claude	
SAINT JULIEN LES GORZE	RAZE Gérard	
SAINT MARCEL	BURDA René	
SAINT PANCRE	LAJUGIE Christian	
SAINT SUPPLET	MATHIEU Amélie	
SANCY	MAMPRIN Jean-Marie	
SAULNES		
1 ^{er} bureau	SABATINI Jeanne	CHIARANI Jean-Louis
2 ^{ème} bureau	BIANCHI Frédéric	
SERROUVILLE	VEILER Fontina	
SPONVILLE	COLLIN Pierre	
TELLANCOURT	DOINNE Régine	
THIL		
1 ^{er} bureau	MIRANDA Séverine	CANONICO Marie-Catherine
2 ^{ème} bureau	FLECHE Silvia	
THUMEREVILLE	BOULANGER Damien	
TIERCELET	DONNY Jean-François	
TRIEUX		
1 ^{er} bureau	HOFFMANN Jean	KRIZNIC Jean-Claude
2 ^{ème} bureau	KRIZNIC Jean-Claude	
TRONVILLE	LEROY Patricia	
TUCQUEGNIEUX		
1 ^{er} bureau	FRETTE Patrick	FRETTE Patrick
2 ^{ème} bureau	WAWRZYNIAK Marianne	
UGNY	LANGARD Alain	
VALLEROY		
1 ^{er} bureau	MUSIOL Jean-Pierre	MORETTI Maurice
2 ^{ème} bureau	GUARNIERI Béatrice	
VILLE AU MONTAIS	MANZINALI Jean-Paul	
VILLECEY SUR MAD	JAMIN Francis	
VILLE HOUDLEMONT	LIBOUTON Sylvie	
VILLERS LA CHEVRE	HARDOUIN Jean-Paul	
VILLERS LA MONTAGNE	ARNOULD Gérard	
VILLERS LE ROND	HEINTZ Jacques	
VILLERUPT		
1 ^{er} bureau	POLSINELLI Mireille	CONNESSON Serge
2 ^{ème} bureau	POLSINELLI Mireille	
3 ^{ème} bureau	STEINER Jean-Claude	
4 ^{ème} bureau	RENELLI Yvon	
5 ^{ème} bureau	RENELLI Yvon	
6 ^{ème} bureau	PIERRARD Thérèse	
7 ^{ème} bureau	CREBEC Jean	
VILLE SUR YRON	MANGIN Muriel	
VILLETTE	BRUNET Francine	
VIVIERS SUR CHIERS		
1 ^{er} bureau	LAURENT Francis	MATHIOTTE Michel
2 ^{ème} bureau	DIDIER Chantal	
3 ^{ème} bureau	SERAMOUR Pierre	
WAVILLE	PINCHAULT Sylvie	
XIVRY CIRCUORT	THENIERE Michel	
XONVILLE	GEORGEN Christiane	

Article 2 : Mesdames et Messieurs les maires des communes de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Briey, le 13 novembre 2009

Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de semi-liberté de Briey - Décision du 9 novembre 2009 portant délégation permanente de signature à M. MICHALIK Yves, major pénitentiaire, adjoint du chef d'établissement, pour des décisions administratives individuelles

Le chef d'établissement du centre de semi-liberté de Briey,

Vu le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire.

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1

DECIDE

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à M. MICHALIK Yves, Major Pénitentiaire, Adjoint du Chef d'établissement du Centre de semi-liberté de Briey, aux fins de signer au nom du chef d'établissement du Centre de semi-liberté de Briey toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.
Briey, le 9 novembre 2009

Le chef d'établissement,
Fabian GOLLENTZ

Le chef d'établissement du centre de semi-liberté de Briey donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

DECISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES VISEES DANS LA PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE DE PROCEDURE PENALE	Référence textuelle	Adjoint au chef d'établis- sement	Directeur adjoint	Chef de détention	Lieutenant	1 ^{er} surveillant
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X				
Fouille des détenus	D.275 CPP	X				
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X				
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X				
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP					
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X				
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X				
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X				
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X				
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X				
3) Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP					
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D.390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X				
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP					
5) Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	X				
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP					
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP					
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X				
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X				
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP	X				
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X				
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP					
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP					
Classement, déclassement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X				
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X				
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X				
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X				
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X				
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X				
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X				

Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP	X				
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X				
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X				
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP	X				
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X				
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X				
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D444-1 CPP	X				

Le chef d'établissement,
Fabian GOLLENTZ

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de la délibération n° 94/09 de la COMEX de l'ARH de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à la reconnaissance d'une unité de surveillance continue pédiatrique de 13 lits au sein de l'Hôpital d'enfants du CHU de Nancy

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine ;

DECIDE

Article 1^{er} : D'approuver les clauses de l'avenant n°21 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, relatif à la reconnaissance d'une unité de surveillance continue pédiatrique de 13 lits au sein de l'Hôpital d'enfants(CHU de Nancy)

Article 2 : D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant n°21

La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 95 /09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à la création du Centre Lorrain d'Evaluation et de Réadaptation en Basse Vision (CLER Basse Vision)

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

DECIDE

Article 1^{er} : D'approuver les clauses de l'avenant n° 20 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, relatif à la création du Centre Lorrain d'Evaluation et de Réadaptation en Basse Vision (CLER Basse Vision) proposant une activité d'hospitalisation de jour en soins de suite et de réadaptation (5 places) sur le site de la Fondation des jeunes Aveugles et Déficiants Visuels (FADV), dans des locaux dédiés – 8, rue de Santifontaine à Nancy.

Article 2 : D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant n° 20.

La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 96/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à une activité d'hospitalisation de jour en soins de suite et de réadaptation sur le site de l'Institut National des Jeunes Sourds à Metz

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la Santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

Considérant la délibération du Conseil d'Administration du CHR de Metz-Thionville du 25 juin 2009, décidant d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation d'un centre d'évaluation et de rééducation basse audition en lien avec l'INJS de Metz,

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville,

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 19 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le CHR de Metz-Thionville relatif à une activité d'hospitalisation de jour en soins de suite et de réadaptation (5 places) sur le site de l'Institut National des Jeunes Sourds, 49 rue Claude Bernard à Metz.

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de Moselle et de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 13 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 97/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à la fermeture de la chirurgie ambulatoire du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du Code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Considérant que le service de chirurgie ambulatoire du centre hospitalier de PONT-A-MOUSSON ne répond pas aux objectifs d'activité fixés dans le cadre du contrat de retour à l'équilibre financier de l'établissement,

Considérant qu'un retour à l'équilibre du budget de l'établissement à l'horizon de l'exercice 2012, passe nécessairement par la fermeture de l'activité de chirurgie ambulatoire,

D E C I D E

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer l'avenant n°4 au Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens du centre hospitalier de Pont-à-Mousson.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 98/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des directeurs de la C.P.A.M. de Nancy, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

Considérant l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie, les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la Polyclinique Gentilly à Nancy pour les actes suivants :

- la chirurgie Dupuytren
- la chirurgie des bourses
- la chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 99/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009 relative à une convention de mise à disposition au bénéfice du responsable préfiguration de l'ARS

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la Santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

Considérant la demande du Ministère de la Santé et des Sports à l'ensemble des composantes institutionnelles de l'ARS de mettre à disposition du responsable préfiguration de l'ARS des moyens humains et matériels en fonction de leurs possibilités dans le cadre des travaux d'installation au printemps 2010 de la future Agence Régionale de Santé (ARS) ;

Considérant qu'une convention mettant à disposition de la préfiguration de l'ARS des moyens humains et matériels doit être établie à ce titre ;

Considérant l'avis favorable de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine en date du 13 octobre 2009 ;

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser l'établissement de ladite convention mettant à disposition de la préfiguration de l'ARS des moyens humains et matériels.

Article 2 : D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ladite convention.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine et de la Préfecture du département de la Meurthe et Moselle

Nancy, le 13 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 100/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs de la C.P.A.M. de Nancy, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

Considérant l'avis favorable émis par la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier de Toul pour les actes suivants :

- Extractions dentaires
- Chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 101/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs de la C.P.A.M. de Nancy, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier de Briey pour l'acte suivant :

- la chirurgie des hernies inguinales

Article 2: Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 102/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs de la C.P.A.M. de Bar-Le-Duc, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier de Verdun pour les actes suivants :

- les adénoïdectomies

- la chirurgie anale

- la chirurgie des hernies inguinales

Article 2: Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 103/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par Hospitalor St Avold pour les actes suivants :

- Arthroscopies du genou hors ligamentoplasties

- Chirurgie Dupuytren

- Chirurgie canal carpien et autres libérations nerveuses

- Chirurgie bourses

- Coelioscopie gynécologique *

- Chirurgie hernies inguinales

- Chirurgie réparatrice des tendons de la main

- Chirurgie utérus, vulve, vagin et AMP

* Code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 104/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 15 septembre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le CHR Metz/Thionville :

- Arthroscopies du genou hors ligamentoplasties

- Chirurgie anale
- Chirurgie des bourses
- Coelioscopie gynécologique*
- Chirurgie hernies inguinales
- Chirurgie utérus, vulve, vagin et AMP

* Code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 105/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,
Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

DECIDE

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par ALPHA- SANTE Hayange Algrange pour les actes suivants :

- la chirurgie anale
- la chirurgie des varices
- la chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 106/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,
Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 15 septembre 2009,

DECIDE

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier de SARREBOURG pour les actes suivants :

- Arthroscopies du genou hors ligamentoplasties
- Chirurgie des varices
- Coelioscopie gynécologique *
- Chirurgie des hernies inguinales
- Chirurgie utérus, vulve, vagin et AMP

* Code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 107/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,
Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

DECIDE

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique St NABOR de ST AVOLD pour les actes suivants :

- Chirurgie de la cataracte
- Chirurgie anale
- Chirurgie des bourses
- Coelioscopie gynécologique *
- Chirurgie des hernies inguinales

* Code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 108/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Notre Dame de Thionville pour les actes suivants :

- la chirurgie du strabisme
- la chirurgie des bourses
- la coelioscopie gynécologique *
- la chirurgie des hernies inguinales
- la chirurgie de l'utérus, vulve, vagin et AMP

* Code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie

Article 2: Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 109/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6155-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Claude Bernard de Metz pour les actes suivants :

- la chirurgie des bourses
- la coelioscopie gynécologique*
- la chirurgie des hernies inguinales

* Code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 110/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs de la C.P.A.M. d'Epinal, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier de REMIREMONT pour les actes suivants :

- Chirurgie des varices
- Chirurgie des hernies inguinales

Article 2: Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,

Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 111/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs de la C.P.A.M. d'Epinal, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la Polyclinique de la Ligne Bleue d'Epinal pour les actes suivants :

- la chirurgie des varices
- la chirurgie des bourses
- la chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges et de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 112/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs de la C.P.A.M. d'Epinal, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier Saint Charles de Saint Dié pour les actes suivants :

la chirurgie de la cataracte

la chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges et de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 113/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant les propositions des Directeurs de la C.P.A.M. d'Epinal, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants, Considérant l'avis favorable émis par la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 13 octobre 2009,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par le Centre Hospitalier de Neufchâteau pour l'acte suivant :

la chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/11/2009.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges et de la Meurthe et Moselle.
Nancy, le 14 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 114/09 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 13 octobre 2009

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L.6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

D E C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 10 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique La Ligne Bleue à Epinal relatif à l'autorisation et à la tarification de l'hémodialyse en centre ;

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements des Vosges et de la Meurthe et Moselle
Nancy, le 19 octobre 2009

Le président de la commission exécutive,
Le directeur adjoint suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH,
Marcel DOSSMANN

Arrêté ARH n° 119 / 2009 du 30 octobre 2009 portant nomination du directeur par intérim de la maternité régionale de Nancy à compter du 1^{er} novembre 2009

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et L.6115.4 ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 août 2005 portant application du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment dans son article 4 ;

Vu l'arrêté du 18 septembre 2009 du directeur de l'ARH de Lorraine nommant Monsieur Bruno CARRIERE directeur par intérim de la maternité régionale de Nancy du 1^{er} octobre au 31 octobre 2009

Considérant qu'il appartient au directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine de prendre toute mesure nécessaire en vue de faire assurer l'intérim des fonctions de directeur et de secrétaire général dans les établissements mentionnés par le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du centre hospitalier régional et universitaire de Nancy est désigné en qualité de directeur par intérim de la maternité régionale à compter du 1^{er} novembre 2009.

Article 2 : Monsieur Philippe VIGOUROUX pourra bénéficier de l'indemnité d'intérim prévue à l'article 7 du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction et dont le montant est fixé par l'arrêté du 2 août 2005

Article 3 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement de santé susvisé et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 30 octobre 2009

Le directeur adjoint,
Marcel DOSSMANN

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-076 en date du 3 novembre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de corniches et gardes corps de l'Ouvrage d'Art A330 040 au PR 1.243

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
POINTS REPERES PR. ET SENS	PR 1,243	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement corniches et garde -corps sur OA A330-040 passage supérieur Travaux en cours	
PERIODE GLOBALE	04 au 06 Novembre 2009	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Nancy/Epinal par FLR Neutralisation VD sens Epinal/Nancy par FLR Neutralisation VG sens Nancy/Epinal et Epinal/Nancy par FLR	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE : District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
		Dépose Gabarit de l'A330		RAS
	04 novembre 2009 au 05 novembre 2009	FLR sens - PR 2,000	Neutralisation de voie de droite sens Epinal/Nancy + micro coupures à l'avancement Neutralisation voie de gauche par FLR sens Nancy/Epinal Limitation de vitesse à 50 km/H au droit du chantier à partir du biseau sens -	
	05 novembre 2009 au 06 novembre 2009	FLR sens + PR 0,800	Neutralisation de voie de droite sens Nancy/Epinal + micro coupures à l'avancement Neutralisation voie de gauche par FLR sens Epinal/ Nancy Limitation de vitesse à 50 km/H au droit du chantier à partir de la FLR de position	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un message radiophonique

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le président de la Communauté urbaine du Grand Nancy,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de Demathieu et Bard,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 3 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2009-DIR-Est-M-54-077 en date du 3 novembre 2009 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux renouvellement Couche de Roulement sur A33 au PR 17.000

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
POINTS REPERES PR.	SENS : PLUS PR 17,000 SENS : MOINS SENS :	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Couche de Roulement	
PERIODE GLOBALE	05 au 06 Novembre 2009 de nuit 20h30 à 6h30	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle Nancy-Saint Nicolas	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	05 au 06 novembre 2009 de 20h30 à 6h30	PR17,000	Couche de Roulement	Échangeur N°4 de Saint Nicolas Fermeture Bretelle Nancy /Saint Nicolas Déviation par : les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A33 direction Strasbourg jusqu'à l'échangeur des Sables N° 6, bretelle Nancy – accès les sables ,route de Blainville direction Dombasle, Bretelle Dombasle les sables- Nancy , section courante de l' A33 direction Nancy et accès Saint Nicolas par la bretelle, Strasbourg-Saint Nicolas

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par message radiophonique

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de Eurovia Ludres,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 3 novembre 2009

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Extrait de l'arrêté n° 1203 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement MJPM à l'association "UDAF" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'au 31 décembre 2008, la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L.361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'UDAF sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	154 733	2 903 015
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 542 966	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	205 316	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 561 523	2 903 015
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	253 292	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	88 200	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée à l'UDAF est fixée à 2 561 523 €

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2009, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles :

- 1° la dotation versée par l'Etat est fixée à 32,11 % soit un montant de 822 521 €
- 2° la dotation versée par la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle est fixée à 63,93 % soit un montant de 1 637 813 €
- 3° la dotation versée par le département est fixée à 2,14 % soit un montant de 54 931 €
- 4° la dotation versée par la caisse régionale d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée à 1,18 % soit un montant de 30 357 €
- 5° la dotation versée par la caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée à 0,62 % soit un montant de 15 901 €
- 6° la dotation versée par la caisse locale de la mutualité sociale agricole de Meurthe-et-Moselle est fixée à 0 % soit un montant de 0 €
- 7° la dotation versée par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées est fixée à 0 % soit un montant de 0 €

Article 4 : La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à :

- 1° 68 543 € pour la dotation mentionnée au 1° de l'article 3 du présent arrêté ;
- 2° 136 484 € pour la dotation mentionnée au 2° de l'article 3 du présent arrêté ;
- 3° 4 578 € pour la dotation mentionnée au 3° de l'article 3 du présent arrêté ;
- 4° 2 530 € pour la dotation mentionnée au 4° de l'article 3 du présent arrêté ;
- 5° 1 325 € pour la dotation mentionnée au 5° de l'article 3 du présent arrêté ;
- 6° 0 € pour la dotation mentionnée au 6° de l'article 3 du présent arrêté ;
- 7° 0 € pour la dotation mentionnée au 7° de l'article 3 du présent arrêté ;

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;
- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 octobre 2009

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n°1204 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement à l'association "UDM" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'au 31 décembre 2008, la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L.361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'UDM sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 619	1 585 063
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 168 380	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	293 064	
	Groupe I : Produits de la tarification	1 207 049	
Recettes	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	360 000	1 585 063
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	18 014	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée à l'UDM est fixée à 1 207 049 €.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2009, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles :

1° la dotation versée par l'Etat est fixée à 61,56 % soit un montant de 743 152 €,

2° la dotation versée par la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle est fixée à 29,96 % soit un montant de 361 657 €,

3° la dotation versée par le département est fixée à 0 % soit un montant de 0 €,

4° la dotation versée par la caisse régionale d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée à 2,52 % soit un montant de 30 520 €,

5° la dotation versée par la caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée à 2,65 % soit un montant de 32 046 €,

6° la dotation versée par la caisse locale de la mutualité sociale agricole de Meurthe-et-Moselle est fixée à 0,88 % soit un montant de 10 682 €,

7° la dotation versée par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées est fixée à 2,27 % soit un montant de 27 468 €,

Pour les régimes spéciaux :

8° la dotation versée par la caisse locale du régime social des indépendants de Lorraine est fixée à 0,12 % soit un montant de 1 526 €.

Article 4 : La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à :

1° 61 929 € pour la dotation mentionnée au 1° de l'article 3 du présent arrêté ;

2° 30 138 € pour la dotation mentionnée au 2° de l'article 3 du présent arrêté ;

3° 0 € pour la dotation mentionnée au 3° de l'article 3 du présent arrêté ;

4° 2 543 € pour la dotation mentionnée au 4° de l'article 3 du présent arrêté ;

5° 2 670 € pour la dotation mentionnée au 5° de l'article 3 du présent arrêté ;

6° 890 € pour la dotation mentionnée au 6° de l'article 3 du présent arrêté ;

7° 2 289 € pour la dotation mentionnée au 7° de l'article 3 du présent arrêté ;

8° 127 € pour la dotation mentionnée au 8° de l'article 3 du présent arrêté ;

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 octobre 2009

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1205 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement à l'association "AEIM" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'au 31 décembre 2008, la répartition des personnes protégées selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues aux 1°, 2° et 3° du I de l'article L.361-1, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'A.E.I.M sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 849	512 110
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	410 088	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	81 173	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	338 949	512 110
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation (participation des majeurs)	172 967	
	Groupe III : Autres produits	194	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles qui est versée à l'A.E.I.M est fixée à 338 949 €.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2009, en application de l'article R. 314-193-1 du code de l'action sociale et des familles :

1° la dotation versée par l'Etat est fixée à 10,46 % soit un montant de 35 482 €,

2° la dotation versée par la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle est fixée à 88,70 % soit un montant de 300 665 €,

3° la dotation versée par le département est fixée à 0 % soit un montant de 0 €,

4° la dotation versée par la caisse régionale d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée à 0% soit un montant de 0 €,

5° la dotation versée par la caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée à 0,27 % soit un montant de 934 €,

6° la dotation versée par la caisse locale de la mutualité sociale agricole de Meurthe-et-Moselle est fixée à 0,55 % soit un montant de 1 867 €,

7° la dotation versée par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées est fixée à 0 % soit un montant de 0 €.

Article 4 : La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à :

1° 2 957 € pour la dotation mentionnée au 1° de l'article 3 du présent arrêté ;

2° 25 055 € pour la dotation mentionnée au 2° de l'article 3 du présent arrêté ;

3° 0 € pour la dotation mentionnée au 3° de l'article 3 du présent arrêté ;

4° 0 € pour la dotation mentionnée au 4° de l'article 3 du présent arrêté ;

5° 78 € pour la dotation mentionnée au 5° de l'article 3 du présent arrêté ;

6° 156 € pour la dotation mentionnée au 6° de l'article 3 du présent arrêté ;

7° 0 € pour la dotation mentionnée au 7° de l'article 3 du présent arrêté ;

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 octobre 2009

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté DDASS n° 1206 du 16 octobre 2009 portant une dotation globale de financement MJAGBF à l'association "UDAF" dans le cadre de la réforme des Tutelles au 1er janvier 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'au 31 décembre 2008, la répartition des personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial selon les prestations sociales perçues qui figure en annexe du présent arrêté détermine, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 361-2, la quote-part de la dotation globale de financement de chaque financeur ;

Sur rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'UDAF (MJAGBF) sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 002	693 602
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	601 830	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	54 770	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	672 602	693 602
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	21 000	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement mentionnée à l'article R. 314-193-3 du code de l'action sociale et des familles qui est versée à l'UDAF est fixée à 672 602 €.

Article 3 : Pour l'exercice budgétaire 2009, en application de l'article R. 314-193-3 du code de l'action sociale et des familles :

1° la dotation versée par la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle est fixée à 98,46 % soit un montant de 662 291 €

2° la dotation versée par la caisse régionale d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle est fixée à 0 % soit un montant de 0 €

3° la dotation versée par la caisse locale de la mutualité sociale agricole de Meurthe-et-Moselle est fixée à 1.53% soit un montant de 10 311 €

Article 4 : La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R. 314-107 du code de l'action sociale et des familles, au douzième de la dotation globale de financement est égale à :

1° 55 191 € pour la dotation mentionnée au 1° de l'article 3 du présent arrêté ;

2° 0 € pour la dotation mentionnée au 2° de l'article 3 du présent arrêté ;

3° 859 € pour la dotation mentionnée au 3° de l'article 3 du présent arrêté ;

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux personnes mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 octobre 2009

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe,
Claudine BARBASTE

Service inspection de la santé

Extrait de l'arrêté n° 2009-1947 en date du 2 novembre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée - S.E.L.A.S. « BIO-Z » - Autorisation n° 54-24 - Autorisation n° 54-61 - Autorisation n° 57-115 - Autorisation n° 57-82

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} novembre 2009, la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée "BIO-Z", agréée sous le n° 5, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

RAISON SOCIALE : S.E.L.A.S. n° 5 « BIO-Z »

5, Rue Jolain – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT

LABORATOIRES EXPLOITES :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

5 rue Jolain - 54210 Saint-Nicolas-de-Port

Autorisation n° 57-24

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

54 rue Gabriel Péri - 54110 Dombasle-sur-Meurthe

Autorisation n° 54-61

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

15, place de la Saline - 57170 Château-Salins

Autorisation n° 57-115

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

12 place de la République - 57100 Thionville

Autorisation n° 57-82

OBJET DE LA SOCIETE :

Exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale, dans le respect des lois et des règlements en vigueur.

ASSOCIES :

Monsieur Philippe WATRIN, pharmacien biologiste,

Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN, pharmacien biologiste

Madame Pascale ERRARD, pharmacien biologiste

Madame Brigitte BERNAT, pharmacien biologiste

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Metz, le 2 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Elisabeth CHEVALLIER

Extrait de l'arrêté n° 2009-1948 en date du 2 novembre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale « BERNAT-HENRY » sis 12 place de la République à Thionville - Autorisation n° 57-82

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : A compter du 1^{er} novembre 2009, l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 89-358 du 12 mai 1989 est modifié comme suit :

RAISON SOCIALE :

Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale

12 place de la République - 57100 Thionville

MODE D'EXERCICE :

Laboratoire exploité au sein de la S.E.L.A.S « BIO-Z » Autorisation N°5 dont le siège social est situé 5 Rue Jolain à SAINT-NICOLAS-DE-PORT (54210) ;

DIRECTEUR :

- Madame Brigitte BERNAT, pharmacien biologiste.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Metz, le 2 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Elisabeth CHEVALLIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 520 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crevéchamps et Saint-Remimont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2940 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/10/2009 par Monsieur HUSSON Jérémie à CEINTREY concernant 57,80 ha situés à CREVECHAMPS et SAINT REMIMONT ; la motivation et le résultat étant. l'intégration en double participation de M. HUSSON Jérémie (associé exploitant dans le GAEC de CORPS FONTAINE à CEINTREY sur 179 ha) avec M. HOSMANN Thierry à SAINT REMIMONT au sein de la SCEA du BOBO,

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur HUSSON Jérémie est autorisé à exploiter 57,80 ha, en tant qu'associé exploitant de la SCEA du BOBO, conformément à la demande déposée

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HUSSON Jérémie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HUSSON Jérémie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CREVECHAMPS et SAINT REMIMONT pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 521 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saulxures-les-Vannes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2934 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/10/2009 par Monsieur BAILLY Jean-Pierre à SAULXURES LES VANNES concernant 0,90 ha situés à SAULXURES LES VANNES ;

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur BAILLY Jean-Pierre est autorisé à exploiter 0,90 ha (SAULXURES LES VANNES parcelle ZO 13) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BAILLY Jean-Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BAILLY Jean-Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAULXURES LES VANNES pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 522 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Favières - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2933 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/10/2009 par l'EARL des LILAS (Monsieur et Madame HENRY Patrice et Danielle) à HARMONVILLE(88) concernant 51,92 ha situés à FAVIERES, la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : L'EARL des LILAS, composé de Monsieur et Madame HENRY Patrice et Danielle, est autorisée à exploiter 51,92 ha, conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des LILAS (Monsieur et Madame HENRY Patrice et Danielle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur et Madame HENRY Patrice et Danielle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FAVIERES pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 523 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saulxures-les-Vannes - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2930 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/10/2009 par Monsieur BAILLY Jean Pierre à SAULXURES LES VANNES concernant 4.00 ha situés à SAULXURES LES VANNES

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 27/10/2009 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur BAILLY Jean Pierre est autorisé à exploiter 4.00 ha (SAULXURES LES VANNES parcelle ZO 13) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BAILLY Jean Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BAILLY Jean Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAULXURES LES VANNES pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 524 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Gripport - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2928 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/09/2009 par la Ferme SAINT CLAUDE (Monsieur CLOQUARD Frédéric) à LEBEUVILLE concernant 9,85 ha situés à GRIPPORT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : La Ferme SAINT CLAUDE, composé de Monsieur CLOQUARD Frédéric, est autorisée à exploiter 9,85 ha (GRIPPORT parcelles ZE 150 - 151 - 152) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la Ferme SAINT CLAUDE (Monsieur CLOQUARD Frédéric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CLOQUARD Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GRIPPORT pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 525 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Minorville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2922 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/09/2009 par le GAEC des SENTES (Messieurs BARAD Marc et Vincent) à SANZEY concernant 92,21 ha situés à MINORVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement avec intégration en tant qu'associé de M. CANET Jean exploitant à MINORVILLE,

VU l'absence de demande concurrente,

DECIDE

Article 1^{er} : Le GAEC des SENTES, composé de Messieurs BARAD Marc et Vincent, est autorisé à exploiter 92,21 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC des SENTES (Messieurs BARAD Marc et Vincent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Messieurs BARAD Marc et Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MINORVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 526 du 28 octobre 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Andilly, Minorville et Royaumeix - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2919 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/10/2009 par Madame COLNET Valérie à ROYAUMEIX concernant 39,52 ha situés à ROYAUMEIX - ANDILLY et MINORVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat sur 160,55 ha (dont 121,03 ha de biens familiaux)

VU l'absence de demande concurrente,

D E C I D E

Article 1^{er} : Madame COLNET Valérie est autorisée à exploiter 39,52 ha (ANDILLY parcelles CO 455 - ZB 14 - MINORVILLE parcelles D 534 - ZB 7 - ZC 5-38 - ZD 47 - ZE 18 - ZN 28 - ROYAUMEIX parcelles ZE 8 - 9 - ZC 11) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame COLNET Valérie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Madame COLNET Valérie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ROYAUMEIX - ANDILLY - MINORVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
Michel MARTY

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Pêche.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX

Service environnement, eau, biodiversité**Extrait de l'arrêté DDEA-PECHE 2009/038 du 10 novembre 2009 instituant deux réserves de pêche sur la rivière Woigot à Mancieulles et sur le ruisseau de la Vallée à Avril et Mance**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} - Afin de protéger la faune piscicole, la pêche est interdite à compter du 10 novembre 2009 pour une durée de 2 ans sur les tronçons de cours d'eau suivants :

Rivière le Woigot :

Commune de MANCIEULLES :

- A partir du pont de la piscine et en aval sur une distance de 400m.

Ruisseau de la Vallée :

Communes de MANCE et AVRIL :

- Entre le pont d'Avril et le pont Joson (450m de linéaire sur la commune d'Avril et 900m sur la commune de Mance).

Article 2 - Les deux réserves venant s'ajouter à celle déjà existante à MANCE

Article 3 - La réserve ainsi instituée sera dûment signalée par pancartes ou tout autre moyen.

Article 4 - Dans la réserve ainsi instituée toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Messieurs les Maires des communes de BRIEY, MANCE, AVRIL et MANCIEULLES, Monsieur le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture et Monsieur le Chef du Service Départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de l'A.P.P.M.A. de BRIEY.

Nancy le 10 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service de police de l'eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES DE MEURTHE ET MOSELLE**Arrêté du 2 novembre 2009 portant subdélégation de signature**

Le Directeur Départemental de la Police Aux Frontières de Meurthe et Moselle

Vu la convention d'application de l'accord de SHENGEN du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l' Union économique BENELUX, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990,

Vu les articles L 531-1 et L 531-2 du Code de l' Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d' Asile,

Vu la loi n°81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment en son article 7,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n°82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France,

Vu le décret 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l' Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990,

Vu le décret n°2003-734 portant création et organisation des services déconcentrés de la Direction Centrale de la Police Aux Frontières,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l' Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du Président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION Préfet de Meurthe et Moselle,

Vu la circulaire n°00159 du Ministère de l' Intérieur de l' Outre Mer et des Collectivités Territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des Préfets,

Vu l'arrêté n°02033 du 30 juillet 2009 nommant le Capitaine de Police Laurent GALLIC à la Direction Départementale de la Police aux Frontières de Meurthe et Moselle à MONT SAINT MARTIN (54),
 Vu la note de service n°38/2009 du 31 août 2009 de la Direction Zonale de la Police Aux Frontières à METZ (57) nommant :
 - le Commandant de Police Miguel FABBRI, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe et Moselle,
 - le Capitaine de Police Laurent GALLIC directeur départemental adjoint de la Police aux Frontières de Meurthe et Moselle,
 Vu l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.131 du 29 octobre 2009 accordant délégation de signature à M.Miguel FABBRI, Directeur Départemental de la Police aux Frontières de Meurthe et Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.131 du 29 octobre 2009, délégation de signature est donnée à M. Laurent GALLIC, Capitaine de Police, Directeur Départemental Adjoint de la Police aux Frontières de Meurthe et Moselle à l'effet de signer :
 - les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L 531-1 et L 531-2 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d' Asile.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Mont-Saint-Martin, le 2 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation de signature,
 Le directeur départemental,
 Miguel FABBRI

TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Arrêté du 1^{er} octobre 2009 portant délégation de signature à M. Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental des impôts, responsable du service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson**

Le gérant intérimaire de la trésorerie général de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II Vu le livre des procédures fiscales,
 Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,
 Vu l'arrêté du 17 mars 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

ARRETE

Article 1^{er} - Délégation de signature est donnée à M. Michel RIBAGNAC, inspecteur départemental des impôts, responsable du service des impôts des particuliers de Pont-à-Mousson, à l'effet de statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 1^{er} octobre 2009

Le chef des services du Trésor public,
 Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale,
 Jean-Marie ZIMMERMANN

Délégation de signatures du 10 novembre 2009

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 (art 14) portant règlement général sur la Comptabilité Publique, modifié notamment par les décrets n° 74-246 du 11 mars 1974 et n° 76-1027 du 10 novembre 1976 ;
 Vu le décret n°54-122 du 1^{er} février 1954, fixant le statut particulier du corps des Trésoriers Payeurs Généraux, modifié notamment par le décret n° 59- 1056 du 07 septembre 1959 ;
 Vu le décret du 15 juillet 2009 nommant M. Christian BRUNET délégué du Directeur Général des Finances Publiques pour l'interrégion Rhône-Alpes Bourgogne ;
 Vu la lettre du Directeur Général des Finances Publiques RH-1B/2009/07/17497 du 29 juillet 2009 me confiant, à compter du 1^{er} octobre 2009, la gestion intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle ;
 Vu l'instruction générale du 16 août 1966 sur l'organisation du service des comptables publics, modifiée le 02 août 1984 et le 03 mars 2004, publiée au Journal Officiel ;
 Vu le Procès Verbal de Remise de service m'installant dans ces fonctions le 30 septembre 2009

DECIDE**I – Délégations générales**

M. Marc DERHAN, Fondé de pouvoir assistant, assure, sous mon autorité la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Marc DERHAN, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

- M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
- M. Cyril COCHARD,	Inspecteur principal auditeur
- M. Julien REMY,	Inspecteur principal auditeur
- M. Pierre VUAGNOUX,	Trésorier principal, Chef de division
- Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur Percepteur, Chef de division
- Mme Françoise TONIN,	Receveur Percepteur, Chef de division
- M. Michel ROUSSEAU,	Receveur Percepteur, Chef de division
- Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef de division
- M. Jean-Pierre BEAUX,	Receveur Percepteur, Contrôleur de Gestion

II – Délégations spéciales

Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

- Mlle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
- M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense
- Mme Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
- Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers

- M. Bernard LAROSE, Contrôleur, Service Comptabilité
 - M. Michel ROUSSEAU, Receveur perceuteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité.
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :
 - Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes.
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :
 - Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et Services Financiers
 - Mme Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
 Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives
 Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :
 - Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
 - M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
 Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissier du Trésor
 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :
 - M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier principal, Chef de division
 - Mme Anne-Marie FLAMANT, Receveur Percepteur, Chef de division
 - Mme Françoise TONIN, Receveur Percepteur, Chef de division
 - M. Michel ROUSSEAU, Receveur Percepteur, Chef de division
 - Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de division
 Fichier central des chèques
 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :
 - M. Michel ROUSSEAU, Receveur – Percepteur, Chef de division
 - Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
 - Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
 Fonctionnement des services
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :
 - M. Gilles FLUCK, Inspecteur, chef du service Budget logistique
 - Melle France BERNIZ, Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
 - Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers
 - M. Vincent TOLDRE, Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré
 - Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines
 - Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux
 - Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne
 SPL..
 - M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage
 - Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage
 - M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique
 - Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques
 - Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes
 - Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat
 - M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle
 - M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers
 - M. Michel ROUSSEAU, Receveur perceuteur, gérant intérimaire du service Comptabilité
 - M. Nicolas LAZZAROTTO, Inspecteur chargé des Affaires Economiques
 Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »
 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :
 - M. Thierry LUSQUE, Inspecteur
 - Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur Principal
 - Mme Agnès PREBAY, Contrôleur
 - M. Lionel POLLET, Contrôleur
 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :
 - M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal
 - Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal
 - Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal
 - Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal
 Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)
 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :
 - Mme Claire BERTRAND, Chef du service
 - Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal
 Fonctionnement du service Ressources humaines
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à :
 - Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division
 - M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant
 - Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur perceuteur, Chef de Division
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :
 - M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur principal
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :
 - Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal
 - Mme Marie-Christine JACOBY, Agent d'administration principal
 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :
 - Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal
 - Mme Aline CHEF, Agent d'administration
 - M. Jean OILLET, Agent d'administration

Fonctionnement du service Budget logistique

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :

- M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service
- Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
- Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :

- Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur
- Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :

- M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal
- Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal
- Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :

- M. Bertrand FLOC'H, Contrôleur

Fonctionnement du service Dépense

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :

- Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur principal
- Mme Martine FROST, Contrôleur principal

Fonctionnement du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :

- M. Bernard LAROSE, Contrôleur

Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :

- M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

- Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal
- M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal

Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, les endossements de chèques et effets divers à :

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
- Mme Evelyne ROQUES, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

- Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur
- M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à

- Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal
- Mlle Evelyne CANTENER, Contrôleur
- Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur

Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

- M. Guy ROUMANET, Contrôleur principal
- Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur
- Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal

Fonctionnement du service France Domaine

Arrêté portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie ZIMMERMAN, Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle

Le gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005,

Vu le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,

Vu le décret du 03 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet du département de la Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu le décret du 15 juillet 2009 portant mutation, promotion, nomination et réintégration de trésoriers-payeurs généraux, affectant M. Christian BRUNET à l'administration centrale du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique en qualité de délégué du directeur général des finances publiques pour l'interrégion Rhône-Alpes-Bourgogne ;

Vu la décision en date du 29 juillet 2009 du Directeur Général des Finances Publiques confiant, à compter du 01 octobre 2009, la gestion intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe et Moselle à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, chef des services du Trésor Public et Fondé de pouvoir

Vu l'arrêté préfectoral n° 09BMSSE.128 du 29 septembre 2009 portant délégation de signature à M. Jean-Marie ZIMMERMANN, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1^{er} - En cas d'absence ou d'empêchement de M Jean-Marie ZIMMERMANN, il est donné subdélégation de signature à l'effet de signer les décisions, contrats, conclusions, mémoires et d'une façon générale, tous les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

Numéro	Nature des attributions	Références
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux	Art. L. 69 (3 ^{ème} alinéa), R. 32, R. 66, R. 76-1, R. 78, R. 128-3, R. 128-7, R. 128-8, R. 129-1, R. 129-2, R. 129-4, R. 129-5, R. 148, R. 148-3, A. 102, A. 103, A. 115 et A. 116 du code du domaine de l'Etat. Art. L. 3212-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat.	Art. R. 18 du code du domaine de l'Etat.
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R. 1 du code du domaine de l'Etat.
4	Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	Art. R. 83-1 et R. 89 du code du domaine de l'Etat.
5	Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.	Art. R. 83 et R. 84 du code du domaine de l'Etat.
6	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 ^{ème} alinéa) et A.91 du code du domaine de l'Etat.
7	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux.	Art. R. 158 1° et 2°, R. 158-1, R. 159, R. 160 et R. 163 du code du domaine de l'Etat.
8	Participation du service du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R. 105 du code du domaine de l'Etat.
9	Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au service du Domaine.	Art. 809 à 811-3 du code civil. Loi validée du 5 octobre 1940. Loi validée du 20 novembre 1940. Ordonnance du 5 octobre 1944. Loi du 23 juin 2006 Décret 2006-1792 du 23 décembre 2006
10	En matière de « service foncier » : tous actes de procédures et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du code du domaine de l'Etat. Dans les cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la direction générale de la comptabilité publique.	Art. R. 176 à R. 178 et R. 181 du code du domaine de l'Etat. Décret n° 67-568 du 12 juillet 1967. Art. 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004.

aux agents de la Trésorerie Générale dont les noms suivent :

En ce qui concerne l'ensemble des attributions (sous les n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10) :

- M. Eric PIQUE, Inspecteur principal,
- M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, fondé de pouvoir assistant,
- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, encadrant France Domaine.

En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 6, 7 et 9 :

- M. David de BEAUMONT, Inspecteur du Trésor Public, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'Etat et 150 000 euros pour les acquisitions et cessions de l'Etat.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 9 :

- M. Patrick KREMER, inspecteur,
- Mmes Catherine VIEUX-MELCHIOR, Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Sylviane ROSSIGNOL, Véronique RONCHARD, contrôleuses,
- MM. Stéphane OTTENWALTER et Raphaël LOGEL, contrôleurs.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 :

- Mmes Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices ;
- MM. Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER, Jean-Marc WARIS, M. Georges ROUSSE, inspecteurs;
- MM. Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs.

Sont exclues de cette subdélégation les affaires réservées par la Direction pour des motifs d'opportunité. Ces affaires pourront être signées, en cas d'absence de M. Jean-Marie ZIMMERMANN, Chef des Services du Trésor Public, par Messieurs Eric PIQUE, inspecteur principal, et M. Marc DERHAN, Trésorier Principal.

La signature du délégataire sera précédée de la mention « pour le Gérant Intérimaire et par délégation ».

Article 2 : Le préfet et le Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Gérant intérimaire. Cet arrêté sera affiché dans les locaux de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle.

Arrêté portant délégation de signature

Le Chef des services du Trésor Public, Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale du département de Meurthe et Moselle,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33 ;

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur ROUSSE Georges, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur LANG Jean Marie, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

1 600 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,

160 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur SZUBARGA Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur KERDONCUFF Joël, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur CONTE Alain, contrôleur, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de

400 000 euros pour les évaluations en valeur vénale,

40 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DERHAN, Trésorier Principal, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

ARRETE

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à Madame BURNEL Isabelle, inspecteur du Trésor public, à l'effet de :

- émettre, au nom de l'administration, les avis d'évaluation domaniale ;
- fixer l'assiette et liquider les conditions financières des opérations de gestion et d'aliénation des biens de l'Etat ;
- suivre les instances relatives à l'assiette et au recouvrement des produits et redevances domaniaux ainsi qu'au recouvrement de toutes sommes quelconques dont la perception incombe au comptable du Domaine (article R. 163 et 3° de l'article R. 158 du code du domaine de l'Etat).

Cette délégation est donnée dans la limite de :

800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale ;

80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Seront exclues de cette délégation les affaires transmises par la Direction Générale, la Préfecture, les parlementaires, les conseillers généraux ou régionaux.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à NANCY.

Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le Chef des Services du Trésor Public, Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7) ;

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

ARRETE

Art. 1^{er}. - M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Chef des Services du Trésor Public, Gérant intérimaire de la Trésorerie Générale du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

ARRETE

Art. 1^{er}. - Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.

La présente procuration annule et remplace celle du 8 décembre 2008, complétée par celle du 1^{er} octobre 2009.

Nancy, le 10 novembre 2009

Le Gérant Intérimaire de la Trésorerie Générale de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Marie ZIMMERMANN

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE**

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14202 du 10 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuveville-devant-Nancy

Par arrêté préfectoral n° 14202 en date du 10 novembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA M. GOUSSIN, chemin rural lieu-dit Caucasse, sur la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 28292 du 10 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Maxéville

Par arrêté préfectoral n° 28292 en date du 10 novembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du lotissement d'activités Zénith, St Jacques 1° tranche, sur la commune de MAXEVILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 29472 du 5 novembre 2009 autorisant TECHNI CONSEIL à exécuter des travaux sur la commune de Thil

Par arrêté préfectoral n° 29472 en date du 5 novembre 2009, TECHNI CONSEIL, 22 place du paradis à 54700 PONT A MOUSSON, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux cité Sainte Barbe et cité du Stock, sur la commune de THIL.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 33525 du 10 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Neuves-Maisons

Par arrêté préfectoral n° 33525 en date du 10 novembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 2 collectifs SCICV de Bure, 66 rue Roger Salengro, sur la commune de NEUVES-MAISONS.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 34071 du 5 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Méréville

Par arrêté préfectoral n° 34071 en date du 5 novembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA pompes + éclairage étang de loisirs chemin d'exploitation n° 5, sur la commune de MEREVILLE.

CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**Avis de vacances de postes du 4 novembre 2009 dans le grade d'adjoint administratif au Centre hospitalier de Toul**

En application du décret n°2007-1184 du 3 août 2007 modifiant le décret n°90-839 du 21 septembre 1990 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, chapitre 2, article 5 sont à pourvoir :

5 postes d'adjoints administratifs hospitaliers 2^{èmes} classe au CH de TOUL.Modalités de candidature:

- Aucune condition de titres et de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

Modalités d'inscription sur cette liste d'aptitude:

Cette liste sera résultante de :

- Examen des dossiers de candidats transmis par une commission.
- Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

Dépôt des dossiers de candidature:

Les dossiers de candidatures constitués de :

- une lettre de candidature
 - un curriculum détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés et en précisant la durée.
- sont à adresser à :

Monsieur le Directeur
Centre Hospitalier Saint-Charles
1 cours Raymond Poincaré
54201 TOUL CEDEX

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé de réception,
- déposé au bureau des Ressources Humaines, contre la remise d'une attestation de dépôt.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Toul, le 4 novembre 2009

Le directeur,
J.-P. COLOTTE

